

# Extrême droite et éducation au Brésil<sup>1</sup>

Far right and education in Brazil

 **Márcia Pereira Cunha**<sup>2</sup>

 **Nilton Ken Ota**<sup>3</sup>

## Résumé

Depuis les années 1990, les raisons structurelles des problèmes et des faiblesses de l'enseignement public au Brésil ont été éclipsées par le discours sur la nécessité d'adapter celui-ci aux exigences de la société moderne et compétitive. Les politiques publiques sont ainsi devenues une arène de conflit permanent. D'un côté, le discours modernisateur, expression de la rationalité politique du néolibéralisme ; de l'autre, la mobilisation de groupes identifiés avec l'horizon de l'État social. Le programme réactionnaire du gouvernement de Jair Bolsonaro s'ajoute à cette histoire et s'inscrit dans ses différents scénarios de conflit, offrant une tribune publique et donnant la voix à des initiatives conservatrices jusque-là isolées. Cet article examine quatre axes de sa politique en matière d'enseignement primaire et secondaire et explore l'hypothèse selon laquelle les idées et les projets de réforme des décennies précédentes ont stimulé et soutenu ses propositions réactionnaires, par la diffusion d'un idéal contraire à l'éducation publique et en réaction à une période de

---

<sup>1</sup> Cet article a été initialement publié en portugais dans cette même revue, dans le numéro spécial « Éducation, néolibéralisme et extrême droite », correspondant au Vol 8(2), 2023.

<sup>2</sup> Chercheuse associée au Laboratoire Sophiapol (Université Paris-Nanterre) et à l'Institut d'Études Avancées de l'Université de São Paulo. Email : [marcia.cunha@gmail.com](mailto:marcia.cunha@gmail.com)

<sup>3</sup> Professeur du Département de Psychologie Sociale et du Travail de l'Institut de Psychologie de l'Université de São Paulo. Email : [nilton.ota@usp.br](mailto:nilton.ota@usp.br)

renouvellement des connaissances scolaires par l'incorporation de nouvelles problématiques culturelles, environnementales et identitaires.

**Mots-clés :** Extrême droite ; néolibéralisme ; Bolsonaro ; éducation.

### **Abstract**

Since the 1990s, the structural reasons for the problems and weaknesses of public education in Brazil have been overshadowed by the discourse of the need to adapt it to the demands of modern and competitive society. Public policies thus became an arena of permanent conflict. On the one hand, the modernizing discourse, expression of the political rationality of neoliberalism; on the other, the mobilization of groups identified with the horizon of the welfare state. The reactionary agenda of the Jair Bolsonaro government adds to this history and is inscribed in its different conflict scenarios, giving public space and vocalizing conservative initiatives hitherto isolated. This article examines four fronts of his basic education policy and explores the hypothesis that the reform ideas and projects of previous decades stimulated and sustained his reactionary propositions, through the dissemination of an ideology contrary to public education and as a reaction to a period of renewal of school subjects through the incorporation of new cultural, environmental and identity guidelines.

**Keywords:** Far right; neoliberalism; Bolsonaro; education.

### **1. Introduction**

Le chapitre brésilien de l'histoire récente de la montée de l'extrême droite dans plusieurs pays du monde a pour référence Jair Bolsonaro (2019-2022). Bolsonaro a remporté les élections présidentielles de 2018, battant le candidat de gauche Fernando Haddad, en obtenant 57,8 millions de voix, soit 55,13 % du total<sup>4</sup>. Sa campagne, on le sait, a été marquée par une diffusion forte et efficace de fakes news, qui présentaient le parti de son adversaire (PT - Parti des travailleurs) ainsi

---

<sup>4</sup> <https://g1.globo.com/politica/eleicoes/2018/apuracao/presidente.ghtml>. Consulté en janvier 2023.

que son adversaire lui-même comme un risque communiste : si Haddad était élu, il y aurait confiscation des biens, autoritarisme, attaques contre la famille. Parmi ces fake news – qui ont atteint une capillarité sans précédent dans une campagne électorale, circulant via des applications de messagerie -, celles qui concernaient l'éducation et ses institutions, tant scolaires qu'universitaires, étaient centrales.

Dans le cas des écoles, ces messages combinaient des images d'enfants dans de vraies écoles avec des récits inexacts sur des pratiques pédagogiques inexistantes et à fort contenu sexuel. Ces messages étaient souvent accompagnés de déclarations de parents indignés qui appelaient à des mesures pour protéger leurs enfants de telles activités. Ce genre de contenus s'est répandu au point que le candidat Bolsonaro, qui participait à un cycle d'interviews avec des candidats à la présidence organisé par la plus grande chaîne de télévision en accès libre du pays, a brandi un manuel utilisé par le réseau public d'enseignement pour l'éducation sexuelle, comme s'il s'agissait d'une preuve de ces contre-vérités. Les discours publics et les informations circulant en privé se renforçaient dans une spirale d'irréalité et de diffamation de l'espace éducatif dans son ensemble.

La question, dont la réponse est encore en construction, concerne les conditions qui ont rendu possible un tel état de fait. Partant, comme le propose le dossier, de lectures qui examinent les changements réalisés par les stratégies néolibérales dans le domaine des actions et des politiques éducatives, cet article explore l'hypothèse selon laquelle les idées et projets de réforme des décennies 1990 et 2000 ont stimulé et soutenu les propositions réactionnaires qui ont cherché à s'imposer dans le secteur ces dernières années : cette stimulation s'est faite à la fois par la diffusion d'un idéal opposé à l'éducation publique (face à la déclaration de son échec, de nombreuses propositions d'alternatives et de solutions ont émergé) et en réaction au renouvellement ultérieur des savoirs scolaires à travers l'incorporation de nouvelles problématiques culturelles, environnementales et identitaires.

Nous commençons donc par un bref retour sur le contexte de l'émergence de groupes d'extrême droite au Brésil et par la délimitation des tensions qui divisent

le domaine de la politique éducative dans le pays depuis la redémocratisation des années 1980. Ces rappels ont pour objectif de situer historiquement l'apparition du programme conservateur dans l'éducation, lors de l'arrivée de Bolsonaro à la présidence. Nous pensons donc que l'offensive émergente de l'extrême droite s'inscrit dans les répertoires néolibéraux en circulation, les deux s'opposant et confrontant les efforts de construction d'une éducation publique et émancipatrice également présents dans ce contexte. Bien que les universités aient été la cible de persécutions et d'attaques (Cunha et Ota, 2020), nous avons choisi de traiter de l'enseignement primaire et secondaire<sup>5</sup> car elle a été la cible des politiques bolsonaristes, dans une moindre mesure mais de manière plus systématique, en raison de la création de programmes, d'extensions dans le domaine législatif et de la mobilisation des racines historiques.

## **2. La montée de l'extrême droite et l'élection de Bolsonaro**

Dans l'escalade conservatrice de la politique brésilienne, les manifestations de rue survenues en juin 2013, à caractère clairement démocratique, constituent un jalon, car elles sont devenues le creuset dans lequel se sont mêlées les revendications légitimes et les protestations d'une opposition conservatrice petite mais aiguë. Si, d'une part, les années 2000 ont été le théâtre d'importantes politiques sociales – augmentation du salaire minimum et politique de transfert de revenus, promotion de l'accès à l'université et actions en faveur de l'égalité raciale et de genre – d'autre part, les demandes de progrès dans ces mêmes domaines se sont conjuguées avec des critiques émanant du propre spectre politique de la gauche, critiques des investissements réalisés par des gouvernements du PT,

---

<sup>5</sup> Au Brésil, l'enseignement primaire et secondaire comprend l'éducation de la petite enfance, l'enseignement primaire et l'enseignement secondaire. L'éducation de la petite enfance s'adresse aux enfants de 0 à 5 ans ; l'enseignement élémentaire est divisé en années de primaire (du CP au CM2, pour les élèves de 6 à 10 ans) et en années de collège (de la 6e à 3e, pour les élèves de 11 à 14 ans) ; et l'enseignement secondaire (3 ans) s'adresse aux adolescents de 15 à 17 ans. Le réseau est composé d'institutions publiques et privées et, parmi ces dernières, il y a des institutions confessionnelles. La coordination est nationale (ministère de l'Éducation), et la mise en œuvre est assurée par les États (enseignement secondaire et primaire) et les municipalités (enseignement primaire et éducation de la petite enfance).

comme la construction de la centrale électrique de Belo Monte, qui a eu un impact humain et environnemental considérable, et des actions autour de ce que l'on appelait conventionnellement des « méga-événements » (en référence aux Jeux Olympiques de Rio de Janeiro, et la Coupe du monde de football, dans plusieurs États du pays), en raison du volume des ressources publiques, des expulsions et de la destruction du patrimoine culturel<sup>6</sup>.

Ce que l'on appelle *Jornadas de Junho de 2013* (Journées de juin 2013) trouvent leur origine dans des collectifs de jeunes (*Movimento Passe Livre* - Mouvement Libre circulation) qui discutaient depuis longtemps des problèmes liés à la vie dans les grandes villes, en particulier ceux de la mobilité. Ainsi, les premières manifestations ont eu lieu à la suite de l'annonce d'une augmentation du prix des tickets de bus, de train et de métro et le slogan – « não é pelos vinte centavos » (« ce n'est pas pour les vingt centimes »), montant de l'augmentation à l'époque – a clairement établi le lien entre l'augmentation du coût des transports en commun et le débat plus large sur la nécessité de modes de vie plus justes et plus dignes dans les grandes villes. Cependant, ce biais critique a été absorbé par des groupes n'ayant aucun lien avec l'historique de lutte et de débat des mouvements à l'origine des protestations, ouvrant ainsi la voie à une série d'attaques qui se sont enchaînées, modifiant leur nature : l'insatisfaction face aux conditions de vie inégales s'est transformée en critiques des mesures gouvernementales, des gouvernements du PT, de la gauche dans son ensemble, ainsi que de la dégradation qu'elle représenterait et mettrait en œuvre.

C'est à ce moment-là que des groupes de droite embryonnaires gagnent en visibilité ou sont créés, adoptant une posture antisystème et exprimant des insatisfactions variées. L'élection serrée de Dilma Rousseff en 2014 s'est accompagnée de la formation d'un Congrès conservateur et a été suivie par la contestation du résultat par son opposant Aécio Neves. La détérioration de la politique institutionnelle a atteint son point critique avec le vote pour la *destituição*

---

<sup>6</sup> La Coupe du monde a eu lieu en 2014 et les Jeux Olympiques en 2016, mais les actions visant à les organiser, ainsi que les manifestations critiques à leur égard, ont commencé bien plus tôt.

de la présidente Dilma en 2016 et l'incarcération de l'ex-président Lula en 2018. Entre-temps, le mandat assumé par le vice-président de Dilma, Michel Temer, a été marqué par ses persécutions et sa censure à l'encontre des opposants. Si l'on élargit notre perspective, on observe l'appropriation par la droite des conflits politiques autour des revendications sociales. Dans l'éducation, en revanche, le programme conservateur gagne progressivement en visibilité, élargissant la portée d'un idéal, cultivé depuis des décennies, opposé à l'éducation publique.

### **3. Construction de la politique publique d'Éducation nationale à l'heure de la redémocratisation**

Pour comprendre les bases de la construction de cet idéal et, donc, les disputes qui traversaient le champ éducatif lors de l'arrivée de Bolsonaro à la présidence, il faut remonter aux premières années du processus de redémocratisation, après deux décennies de dictature militaire (1964-1985), et observer les antagonismes en jeu. Au milieu des années 1980, les mouvements populaires et l'organisation de la société civile en faveur de l'instauration d'une démocratie socialement juste ont freiné le discours néolibéral alors ascendant dans d'autres pays (Dardot et Laval, 2016). D'autre part, lors de la transition négociée vers le nouveau régime, les groupes soutenant le régime militaire révolu ont été préservés et sont restés actifs, ce qui garantit que les points clés liés aux principes néolibéraux fassent leur apparition dans les débats de l'époque. La célèbre déclaration du président de l'époque, José Sarney, à la télévision nationale, s'adressant aux constituants réunis en assemblée, est représentative du clivage entre la construction d'un État-providence et la lutte contre celui-ci : une nouvelle Constitution comportant trop de garanties sociales rendrait le pays ingouvernable, pénalisant ainsi la population la plus pauvre (Brasil, s/d).

Dans le domaine de l'éducation, la présence persistante de groupes conservateurs évoquée plus haut est particulièrement marquée (Fagnani, 2005)<sup>7</sup>,

---

<sup>7</sup> En pleine période de redémocratisation, le ministère de l'Éducation a été confié au PFL (*Partido da Frente Liberal* – Parti du Front Libéral), un parti formé par des dissidents du PDS (*Partido Democrático Social* – Parti Démocratique Social – parti au pouvoir durant la dictature militaire) qui

et le processus de rédaction de son chapitre dans la nouvelle charte, promulguée en 1988, a ainsi été marqué par des conflits entre des entités représentatives du secteur<sup>8</sup>, liées aux mouvements sociaux, qui défendaient l'instauration d'une éducation publique nationale, et les organisations du secteur de l'enseignement privé, telles que la *Federação Nacional de Estabelecimentos de Ensino* (Fenen – Fédération nationale des établissements d'enseignement). Parmi ces derniers, il y avait également une division entre les représentants des institutions laïques et ceux des institutions confessionnelles, en particulier celles associées à l'Église catholique. En conciliant des conceptions et des intérêts divergents, le texte constitutionnel a fini par être approuvé avec des ambiguïtés, avec des victoires et des défaites pour chacun des groupes (Fagnani, 2005, p. 261 et suivantes). Au cours des années suivantes, l'éducation nationale a souffert du non-respect des normes constitutionnelles et du sous-financement, racines de sa précarité persistante et du maintien du fossé entre le système d'enseignement privé et public, ce dernier étant clairement lésé.

C'est dans ce contexte difficile, cependant, que s'opère la structuration légale, financière et participative de la politique éducative. Les années du gouvernement de Fernando Henrique Cardoso (1992-1995, 1996-1999) ont été cruciales car, d'une part, c'est à ce moment-là que se sont achevés des processus paralysés depuis l'après-1988<sup>9</sup> et d'autre part, des ressources publiques massives ont été investies

---

n'étaient pas d'accord avec l'indication de Paulo Maluf pour disputer l'élection présidentielle indirecte contre Tancredo Neves, du PMDB (*Partido Movimento Democrático Brasileiro* – Parti du Mouvement Démocratique brésilien – parti d'opposition). Tancredo Neves a remporté les élections sur la base de l'alliance entre le PFL et le PMDB.

<sup>8</sup> Citons quelques exemples d'entités qui resteront actives dans les discussions au cours des décennies suivantes, jusqu'aux années Bolsonaro : *Anped - Associação Nacional de Pós-Graduação e Pesquisa em Educação* (Association Nationale de Master et Recherche en éducation), *Ande - Associação Nacional de Educação* (Association Nationale de l'Éducation), *Anpae - Associação Nacional de Profissionais de Administração da Educação* (Association Nationale des professionnels de l'Administration de l'Éducation), *CEDES - Centro de Estudos Educação e Sociedade* (Centre d'Études Éducation et société), *Confederação dos Professores do Brasil* (Confédération des Enseignants du Brésil, devenue en 1990, la *CNTE - Confederação Nacional dos Trabalhadores em Educação* (Confédération Nationale des travailleurs de l'éducation).

<sup>9</sup> Parmi les plus importants, on peut citer la *LDB – Lei de Diretrizes e Bases da Educação Nacional* (loi sur les Directives et les Bases de l'Éducation Nationale), le *Plano Nacional de Educação* (Plan National d'Éducation) (1997-2007) , le *Conselho Nacional de Educação* (Conseil National de l'Éducation (remplaçant le *Conselho Federal de Educação* - Conseil fédéral d'Éducation) , le *Fundef*

dans la diffusion d'idées sur la faillite de l'État et la nécessité de le moderniser pour le rendre efficace. L'identification de la conduite des politiques éducatives avec une politique néolibérale plus large, à l'instar de ce qui se passait dans d'autres contextes (Laval, 2003), a rouvert les bases des désaccords. Depuis lors, une abondante littérature a mis en évidence la production discursive qui s'appropriait un répertoire progressiste issu des années de redémocratisation (en faveur de la décentralisation et de la participation) et le resignifiait au profit de la consolidation d'un diagnostic privatisant, selon lequel l'éducation publique était présentée comme inévitablement inefficace, compte tenu de l'inefficacité de l'État et de l'insoutenabilité des demandes et des politiques sociales exacerbées. Des initiatives telles que *Amigos da Escola* ou *Escola da Família*<sup>10</sup> en sont des exemples, dans la mesure où elles mobilisaient l'idée de participation communautaire comme antidote à ce qui était régulièrement présenté comme les nombreuses incapacités des écoles. Derrière de telles initiatives, les pouvoirs publics se sont alliés à des fondations et des instituts liés à des entreprises<sup>11</sup> qui ont profité de la prolifération de ce discours, en se présentant comme les acteurs de la société civile détenant les compétences nécessaires pour résoudre les problèmes et transformer l'éducation. Il ne s'agit plus des associations de propriétaires d'écoles privées, actives au sein de l'Assemblée nationale constituante. Ce sont des fondations et des instituts liés à des entreprises qui justifient leur existence en affirmant leur responsabilité dans la construction d'une société juste, dans la cadre de l'actualisation philanthropique. En accord avec les

---

- *Fundo de Manutenção do Ensino Fundamental e de Valorização do Magistério* (Fonds pour le maintien de l'enseignement élémentaire et la valorisation de l'enseignement), prédécesseur du plus complet Fundeb - *Fundo de Manutenção e Desenvolvimento da Educação Básica e de Valorização dos Profissionais da Educação*).

<sup>10</sup> Le projet *Amigos da Escola* [Les Amis de l'école] a été créé en 1999 par la chaîne de télévision Rede Globo et le projet *Escola da Família* [École de la famille], a été créé en 2003 par le gouvernement de l'État de São Paulo. Sur la base de l'incitation au volontariat, très en vogue à l'époque, ils ont proposé que la précarité des écoles (manque d'infrastructures, manque de ressources, manque d'enseignants) puisse être résolue par l'action de personnes disposées à donner, selon le jargon de l'époque, leur temps, leur talent et leur argent. Le ton philanthropique n'a pas manqué d'être critiqué par des groupes de professionnels et de chercheurs.

<sup>11</sup> Ces fondations, qui se sont multipliées dans les années 1990, partageaient l'espace avec des organisations non gouvernementales (nouvelles ou issues de l'assistance aux mouvements sociaux de redémocratisation). Les expressions « public non étatique », « responsabilité sociale des entreprises », « troisième secteur » délimitaient ce terrain fluide (Fernandes, 1994 ; Jaime, 2005).

organisations multilatérales qui influencent le secteur depuis le régime militaire, elles s'enracinent dans le domaine de la politique éducative pour ne plus en sortir (Magalhães, 2008 ; Tommasi *et al.*, 1996).

Dans les années 2000, les affrontements se sont reconfigurés, impliquant de nouveaux éléments, mais rééditant également les points de critique envers les établissements d'enseignement. Avec les victoires du Parti des travailleurs aux élections présidentielles (de 2003 à 2016), c'était la première fois depuis la redémocratisation que les partis de droite n'étaient pas à la tête du ministère de l'Éducation (Freitas, 2018). Chronologiquement, les premières années ont vu l'incorporation de thématiques qui se sont renforcées dans les arènes internationales mais également dans le contexte interne, en particulier les questions de genre, de race et de sexualité<sup>12</sup>. Dans cette dynamique de nouvelles idées, les organisations liées aux entreprises, qui avaient incorporé le répertoire participatif et de défense des droits, ont fait de même avec le discours du respect de la différence. Ils ont également élargi leurs activités : ils ont établi un dialogue au niveau de l'État et des municipalités et ont développé de nouvelles formes d'organisation : transnationale, comme c'est le cas de Reduca, réseau latino-américain (Martins, 2019), ou globale, comme c'est le cas de International Network on Financial Education [Réseau International sur l'Éducation Financière], pour la mise en œuvre de l'éducation financière dans les écoles et les universités (Cunha, 2020). D'autre part, des groupes conservateurs ont commencé à s'organiser en réaction au répertoire plus diversifié qui avait été progressivement intégré dans la politique éducative. Ainsi, si en 2003 la loi 10.639 a été adoptée, rendant obligatoire l'inclusion de l'enseignement de l'histoire et de la culture africaines dans l'enseignement primaire et secondaire, en 2004, le mouvement *Escola sem Partido* voit le jour<sup>13</sup>. Si, en 2004, le programme *Escola sem Homofobia* (École sans homophobie) est lancé, en 2010, l'accord Brésil-

---

<sup>12</sup> Les références ici sont plutôt les Conférences mondiales des Nations Unies et leurs implications (Bairros, 2002 ; Corrêa, 2018 ; Rodrigues et Hernandez, 2020 ; Lima, 2009 ; Maranhão, 2018.)

<sup>13</sup> Selon le site internet qui se présente comme le mouvement *Escola sem partido* [École sans parti politique]: <http://escolasempartido.org/>. Consulté le 10/03/2023.

Saint-Siège a été promulgué, qui portait, entre autre, sur l'enseignement religieux dans les écoles élémentaires publiques (Carreira, 2022).

C'est au cours de cette même période, après 2010, que des propositions de réforme – avec un appel à la modernisation – gagnent un nouveau souffle, se concentrant désormais sur les programmes de l'enseignement primaire et secondaire. Ces deux processus – la définition d'un programme national et la réforme de l'enseignement au lycée – présentent des histoires et des enjeux spécifiques qu'il ne serait pas pertinent de reprendre ici. Cependant, ils ont en commun le fait d'opposer les mêmes acteurs sociaux<sup>14</sup> : d'une part, les fondations et instituts liés au monde des entreprises défendant les réformes et, d'autre part, ceux liés aux associations de professionnels et de chercheurs dans le domaine de l'éducation, qui critiquent les changements tant pour leurs modalités que pour la manière dont le premier groupe a mobilisé ses ressources financières et son pouvoir pour les définir<sup>15</sup>. En contournant le processus de discussion publique, les deux réformes ont été sanctionnées par le président Michel Temer, des mesures critiquées pour la rapidité et le manque de transparence avec lesquels elles ont été prises (Magalhães, 2023 ; Moraes *et. al.*, 2022) : la réforme du lycée (à l'origine du dit *Novo Ensino Médio* [Nouveau Lycée]) promulguée par une mesure provisoire (746/16) et transformée en loi (13.415 / 17) six mois après la prise de fonction de Temer ; et[la nouvelle Base nationale commune curriculaire<sup>16</sup> (BNCC, équivalent au

---

<sup>14</sup> À ce stade, deux nouveaux groupes d'acteurs avaient déjà été créés et occupaient des places importantes : la *Campanha Nacional pelo Direito à Educação* (Campagne Nationale pour le droit à l'Éducation), créée en 1999, en tant que réseau d'organisations de la société civile et de mouvements actifs dans le domaine de l'éducation et *Todos pela Educação* [Tous pour l'éducation], une organisation sociale issue du secteur des instituts d'entreprises, créée en 2006.

<sup>15</sup> Les travaux de Tarlau et Moeller (2020) décrivent, à travers un cas spécifique – celui de la Fondation Lemann dans la promotion de la BNCC (Base Nacional Curricular Comum - Base Nationale Curriculaire Commune [équivalent du français Socle commun de connaissances, de compétences et de culture]) en tant que question centrale de la politique éducative – les principales caractéristiques de ce type d'action, la plus importante étant sa nouveauté par rapport au financement de projets, typique des actions de responsabilité sociale des entreprises : l'accent est désormais mis sur l'influence directe sur la politique publique.

<sup>16</sup> La BNCC a été approuvée pour l'enseignement primaire et le collège. La BNCC pour le lycée a été approuvée en décembre 2018, soit un an après, ce qui a d'ailleurs été l'une des critiques, en raison de la fracture d'une conception qui, au contraire, devait fonder l'ensemble de l'enseignement primaire et secondaire.

français Socle commun de programmes nationaux), approuvée à la fin de la même année 2017.

C'est donc à ce secteur sous tension que s'ajoute le programme conservateur, apportant des arguments distincts et, pire, inexacts sur les institutions scolaires. Les accusations de d'endoctrinement gauchiste, de sexualisation des enfants et des adolescents, de désordre et de manque de direction font désormais parti des pratiques de disqualification des écoles publiques et de leurs professionnels. À chaque problème, sa solution : le mouvement *Escola sem Partido*, la lutte contre « l'idéologie du genre », la création d'écoles civilo-militaires. La censure, la LGBTQIA+phobie, le racisme et l'intolérance ont été les éléments fondateurs de ces initiatives.

#### **4. Les fronts de la stratégie bolsonariste**

Quatre fronts d'action, avec différents degrés d'institutionnalisation, sont représentatifs de la gestion bolsonariste dans le domaine de l'éducation : les attaques contre la discussion des questions de genre et de sexualité ou, comme les experts les appellent, les politiques anti-genre (Corrêa et Kalil, 2020) ; le PECIM - *Programa Nacional de Escolas Cívico-Militares* (Programme national des écoles civiques-militaires) ; *Escola sem Partido* et le projet d'*instruction dans la famille*. Comme nous le verrons, bien qu'ils aient été promus pendant la période Bolsonaro, ils lui sont antérieurs.

Le PECIM, annoncé au cours du premier mois du gouvernement Bolsonaro comme l'un des sept points prioritaires pour l'éducation<sup>17</sup>, proposait la

---

<sup>17</sup> Dans son discours d'investiture, Ricardo Vélez Rodríguez a déclaré que Bolsonaro entendrait les pères et les mères « réprimés par la rhétorique marxiste qui s'est emparée de l'espace éducatif. À la promotion agressive de l'idéologie du genre s'est ajoutée la tentative de renverser nos traditions nationales les plus chères, (...) en détruisant, une à une, les valeurs culturelles sur lesquelles reposent nos institutions les plus précieuses : la famille, l'Église, l'école, l'État et la patrie. » <https://www.youtube.com/watch?v=jTcqtKICNtg>). Le mois suivant, il présente aux sénateurs sept axes d'action prioritaires : la Politique nationale d'alphabétisation ; le Socle comum (BNCC) ; l'enseignement primaire et secondaire, avec un accent sur le renouvellement de la Fundeb ; le Nouveau lycée, avec un accent sur l'enseignement professionnel ; l'école civilo-militaire ; l'éducation spécialisée, avec un accent sur la formation des interprètes en Langue des Signes ; la formation des enseignants ([---

\*Revista Educación, Política y Sociedad\*, 2025, 10\(2\), 284-308. <https://doi.org/10.15366/reps2025.10.2.010>  
ISSN 2445-4109](https://g1.globo.com/educacao/noticia/2019/03/16/metass-</a></p></div><div data-bbox=)

transformation des écoles publiques situées dans des zones vulnérables en écoles civilo-militaires. Le décret d'application (Décret n. 10.004), de septembre 2019, caractérise l'école civilo-militaire comme « un modèle de gestion scolaire », dans lequel le personnel militaire agirait dans la gestion éducative et administrative de l'école, la gestion didactique-pédagogique étant de la responsabilité des enseignants civils. Le gouvernement annonçait le transfert de ressources financières considérables aux établissements scolaires qui adhèreraient au programme – ce qui en théorie devait se faire sur la base du volontariat, après consultation avec la communauté scolaire<sup>18</sup>.

Les justifications du programme mélangeaient les idées de discipline et d'ordre avec le thème de la qualité de l'enseignement, établissant entre les deux une relation de cause à effet. Autrement dit, le contrôle des élèves (de leur corps et de leurs comportements) serait la solution aux problèmes d'apprentissage. Dans cette logique, on faisait appel aux bons résultats des élèves des écoles militaires aux examens nationaux d'évaluation. Tout d'abord, l'argument est trompeur car il met sur un pied d'égalité différentes institutions : les écoles militaires et les écoles militarisées.

Comme Santos le reconstruit, l'histoire des écoles militaires au Brésil est longue et, bien qu'elle puisse remonter à la période coloniale, c'est au XIX<sup>e</sup> siècle qu'a été inaugurée une tradition plus proche de ce que l'on considère aujourd'hui comme l'éducation de base (enseignement primaire et secondaire) (Santos, 2020, p. 94, sq.). Les écoles militaires ont leur propre système (Sistema de Colégios Militares do Brasil – Système des collèges militaires du Brésil) et un financement

---

na-educacao-veja-comparativo-das-7-prioridades-do-mec-com-aco-es-obrigatorias-previstas-na-lei-do-pne.shtml).

<sup>18</sup> Comme si l'investissement financier dans un scénario d'austérité sans précédent – aggravé par la *Proposta de Emenda à Constituição* (PEC - Proposition d'amendement à la Constitution] du plafond des dépenses (qui a gelé les dépenses publiques pendant vingt ans), approuvé en 2016, – n'était pas discutable, la présentation du programme par le président Jair Bolsonaro ne laissait aucun doute sur sa compréhension de l'adhésion volontaire : « J'ai vu que certains quartiers avaient voté mais n'acceptent pas. Je suis désolé, il ne faut pas accepter. Il faut imposer », a-t-il déclaré. « Nous ne voulons pas que ces enfants grandissent et soient (sic), à l'avenir, dépendants jusqu'à leur mort des programmes sociaux du gouvernement », a-t-il ajouté. (Le gouvernement lance un programme pour les écoles civils-militaires, 05/09/2019. Disponible sur : <https://lc.cx/eh-OEI>. Consulté en janvier 2023.

différencié : entre autres singularités, elles reçoivent des fonds du ministère de la Défense ou d'organismes de sécurité publique et effectuent des processus de sélection pour l'admission des élèves. Ce sont donc des écoles qui bénéficient d'une structure et d'investissements dont ne disposent pas les écoles publiques, et qui ne sont pas non plus engagées dans l'accès universel à l'éducation.

Les écoles militarisées, quant à elles, sont des écoles publiques gérées conjointement avec la police militaire ou les pompiers, modèle plus proche du PECIM (Santos et Alves, 2022 ; Goulart, 2022). Les premières écoles militarisées remontent aux années 1990, c'est-à-dire qu'elles apparaissent comme une alternative (plus limitée géographiquement, puisqu'il s'agit d'initiatives étatiques), à côté de projets qui se présentaient comme une aide aux écoles publiques, en mettant l'accent sur la participation et le volontariat.

Si le PECIM mettait l'accent sur le comportement des élèves, l'Escola sem Partido plaçait les enseignants sur la sellette. Dans le contexte de l'émergence de groupes d'extrême droite, le dit endoctrinement gauchiste dans les écoles et les universités a été l'un des principaux problèmes posés par les conservateurs et dont la solution serait entre leurs mains. Les témoignages d'élèves et de familles se disant persécutés dans les écoles et les salles de classe pour le fait de se déclarer de droite se sont multipliés. L'histoire qui raconte l'émergence du mouvement est basée sur un tel récit.

En 2014, le premier projet de loi sur le sujet a été présenté. Bien que mis de côté en 2018, avec l'élection de Bolsonaro, une nouvelle vague de projets similaires s'en est suivie, vague qui se répète également aux niveaux des États et des municipalités. En 2020, la Cour suprême déclare son inconstitutionnalité et le fondateur du mouvement l'abandonne<sup>19</sup>, affirmant que le pays avait perdu une opportunité historique en ne concrétisant pas ses propositions durant la période électorale, lorsque l'endoctrinement était à l'ordre du jour des candidats à la présidence. L'approbation d'une législation de même nature dans l'État de Santa

---

19 « Le fondateur de l'ESP explique pourquoi il a quitté le mouvement », disponible sur : <https://www.youtube.com/watch?v=uwSpMNIWRjg&t=2s>. Consulté le 10 mars 2023.

Catarina, en février 2023<sup>20</sup>, suggère que l'exploitation de cet imaginaire est une pratique persistante même après la fin du gouvernement qui l'a soutenue.

La multiplication de ces projets de contrôle de l'environnement scolaire a eu pour effet d'élargir les traits, les caractéristiques et les idées attaquées et, par conséquent, le champ de la stigmatisation. Nous avons mentionné le candidat Bolsonaro brandissant un manuel pour « dénoncer » la sexualisation inappropriée des enfants dans les écoles. L'épisode est précédé de l'intensification de la campagne de diffamation menée par des membres conservateurs du Congrès, autour du matériel du programme *Escola sem Homofobia* [École sans homophobie]. Péjorativement appelé « kit gay », il a vu son impression et sa distribution suspendues en 2011. Le point culminant de cette offensive a été atteint avec le projet de loi 4893, présenté en 2020, qui qualifiait de crime le développement d'activités liées à « l'idéologie du genre ». Par conséquent, les thèmes associés aux questions de genre et de sexualité ont subi le poids supplémentaire du silence, de distorsion et de la violence, s'ajoutant à ceux qui s'accumulaient déjà depuis le milieu des années 1990 (Junqueira, 2018).

L'approbation d'un projet visant à réglementer l'enseignement à domicile au cours de la dernière année de l'administration de Bolsonaro (mai 2022) vient compléter cet ensemble, chronologiquement et avec un fort poids symbolique. Au terme de quatre années d'actions visant à limiter les possibilités d'être et de vivre ensemble, par la mise en place de paramètres de jugement exclusifs et discriminatoires en milieu scolaire, la mesure affirme le droit aux parents d'éduquer leurs enfants à la maison, couronnant ainsi la construction de l'école comme un espace nuisible, un risque pour les enfants et les adolescents. Là encore, c'est dans les années 1990 qu'a été proposé le premier projet visant à réglementer l'enseignement à domicile (Moura et Aquino, 2022). L'année 2010 marque un tournant car c'est la première fois qu'un projet présenté n'était pas rejeté, ce qui révèle le processus de gain de visibilité et de légitimité dans un contexte de transformation et de déplacement des discussions vers l'extrême droite. Toujours

---

<sup>20</sup> Disponible sur : <https://lc.cx/rmunxD>. Consulté en février 2023.

en 2010, l'*Associação Nacional de Educação Domiciliar* (ANED – Association Nationale de l'instruction dans la famille) a été créée. En 2021, la réglementation de la pratique était la seule priorité pour l'éducation présentée par le gouvernement fédéral (Moura et Aquino, 2022, p. 146 et sq.). Au cours de la dernière année du gouvernement Bolsonaro, sept projets similaires étaient en cours d'analyse et d'autres approuvés dans les États du Paraná et de Santa Catarina, ainsi que dans le District Fédéral. Le projet de loi PL3179 / 2012 est en attente d'examen au Sénat fédéral.

## **5. Les effets incitatifs du programme conservateur dans le domaine conflictuel de l'éducation**

Le bilan de la montée de l'extrême droite est multifacette. Le fait que les politiques et les programmes du gouvernement Bolsonaro se soient simultanément nourri et aient alimenté des discours enflammés sur les réseaux sociaux, les applications de messagerie et même dans les chambres législatives du pays, y a certainement contribué. Le document de l'équipe de transition du gouvernement Lula pour l'éducation (Brésil, 2022)<sup>21</sup> montre les priorités au niveau institutionnel : intégrer la prise en charge des effets de la pandémie, réactiver les espaces vides de participation sociale, récupérer les ressources budgétaires, recomposer les équipes défigurées et les programmes désactivés, ainsi que reprendre les mesures prévues dans le Plan national d'éducation et d'abroger décrets et programmes qui portaient la marque antidémocratique et d'exclusion des gouvernements Temer/Bolsonaro, y compris le Nouveau lycée et le PECIM<sup>22</sup>.

En restant sur les quatre fronts développés dans cette deuxième période, l'investissement dans la militarisation des écoles, ayant pris la forme d'un programme, nous permet de saisir plus immédiatement que l'adhésion n'était pas à

---

<sup>21</sup> Document publié en vertu de la Loi sur l'accès à l'information, par *Fiquem sabendo*, une agence de données spécialisée dans l'accès à l'information publique.

<sup>22</sup> Le PECIM apparaît comme étant en cours d'évaluation dans le document de transition, bien que le secrétariat responsable de celui-ci ait déjà été supprimé. La réforme du Nouveau lycée est en cours. Le 15 mars 2023, les lycéens ont organisé des manifestations pour demander son abrogation dans 55 municipalités du pays. Disponible sur : <https://lc.cx/CUbuHb>.

la hauteur du chiffre annoncé : en octobre 2022, le site du ministère de l'Éducation indiquait l'inclusion de 127 écoles, loin de l'objectif gouvernemental qui était de 216 écoles (soit 54 écoles par an). Le mouvement *Escola sem Partido* et l'instruction dans la famille, quant à eux, ont généré des projets de loi qui, dans le cas du premier, ont vu leur trajectoire interrompue dans le domaine juridique lui-même et, dans le cas du second, n'ont pas obtenu la même visibilité ni le même effet mobilisateur que les autres. Les attaques anti-genre, en revanche, rendent explicite, par leur fluidité et leur répétition omniprésente, l'héritage probablement le plus pernicieux laissé par le gouvernement Bolsonaro, émanant même des autres fronts : le verbiage réactionnaire.

En accordant un espace public à des groupes d'extrême droite et à des factions libérales de connivence, les gouvernements Temer et Bolsonaro ont amplifié et légitimé leurs discours, normalisant et diffusant des images et des récits déformés et simplistes autour des difficultés concrètes rencontrées par l'éducation. Le thème des mœurs au cœur de leur action incarnait ces difficultés à travers des stéréotypes basés sur des traits culturels et physiques, des idées et des fonctions. Elle a reproduit, au sein du système scolaire, des pratiques de criminalisation des différences et de la réduction au silence des objections. Elle a semé des potentiels disruptifs de relations entre tous : élèves et enseignants, école et communauté, au sein des corps étudiant et enseignant.

Le mouvement *Escola sem Partido*, même jugé inconstitutionnel, montre l'ampleur de ce bouleversement. En montant parents, élèves et enseignants les uns contre les autres, l'un des projets de loi ESP autorisait les élèves à filmer les cours, invoquant le droit des mères et des pères d'accompagner le processus d'apprentissage de leurs enfants. Les enseignants se sont retrouvés à mobiliser leurs efforts d'organisation pour s'informer sur ce qu'il fallait faire s'ils faisaient l'objet d'une plainte. Un rapport pour lutter contre les effets de l'influence de l'extrême droite dans les écoles (*Campanha Nacional pelo Direito à Educação* - Campagne nationale pour le droit à l'éducation, 2022) mentionne 11 épisodes de « délation d'endoctrinement » enregistrés par la presse, entre 2017 et 2022. Bien que les

résultats ne puissent pas être généralisés, les caractéristiques des épisodes suggèrent des indices cohérents avec leur mode de fonctionnement : la proposition d'une activité à l'école, la délation par les familles d'élèves sur les réseaux sociaux ou auprès de politiques locaux ainsi que l'exposition et les attaques contre l'enseignant responsable, suivies dans de nombreux cas de son éloignement de la salle la classe pour enquête.

Comme le suggère une publication d'orientation destinée aux enseignants<sup>23</sup> produite par 31 organisations sociales œuvrant dans ce domaine, avec le soutien du ministère public, la protection contre la censure devrait être abordée sous l'angle de la protection de la relation entre élèves et enseignants, sous peine de renforcer l'antagonisme visé par ces politiques. Si les revendications des professionnels pour garantir la liberté d'enseigner étaient légitimes, la liberté d'apprendre des élèves était également menacée, dans la mesure où ils étaient orientés à se méfier de tout ce qui ne confirmait pas leurs convictions, croyant que cette identification totale définirait la neutralité. C'est donc le cœur même de la relation pédagogique qui est touché. Il n'y a pas, comme insiste Paulo Freire, de connaissance sans place pour le doute, seulement des sectarismes (Freire, 1968, p. 17). Cette relation scindée est une variante de la relation client-prestataire de services que les partisans des réformes scolaires néolibérales jugeaient souhaitable dans les années 1990, et elle est inconciliable avec une éducation qui vise à dépasser la simple reproduction du *statu quo*.

De même, le PECIM et les pratiques anti-genre affectaient la communauté scolaire dans son ensemble, amenant les établissements d'enseignement à perpétrer des violences disséminées dans le tissu social : racisme, misogynie, LGBTIQIA+phobie, intolérance religieuse. Comme le montre l'analyse de Santos sur

---

<sup>23</sup> Manuel de Défense contre la censure dans les écoles. L'attention portée aux relations apparaît dans des extraits tels que : " En effet, débattre et élaborer des réponses légitimes et adéquates aux violations individuelles subies par les enseignants, les élèves et les écoles a été le mouvement initial de cet engagement collectif, mais les comprendre dans le contexte de l'attaque systématique contre le droit à l'éducation des enfants, des adolescents, des jeunes et des adultes a permis de concevoir la défense comme une stratégie de transformation de l'environnement du conflit, comme une affirmation des principes éthiques, politiques et juridiques qui soutiennent l'éducation brésilienne dans ses différentes étapes et modalités " (coll., 2018, s/p).

une école militarisée dans le District Fédéral, la présentation extensive des infractions et des sanctions dans ses règlements et manuels décrit des gestes (« maintenir le contact physique avec une dénotation libidineuse »), des comportements (participation à des actions ou des objets politico-partisans), et une apparence (« cheveux en désordre ou hors normes ») qui doivent être éliminés au nom de valeurs étrangères à l'univers pédagogique, telles que le « patriotisme » ou le « civisme » (Santos, 2021, p. 14). Bien que le modèle garantisse l'autonomie à l'équipe pédagogique, il n'a pas fallu attendre longtemps pour voir apparaître des pratiques d'intimidation et d'imposition de force policière contre les professionnels et les élèves, allant de la pression contre certaines activités à l'utilisation de bombe lacrymogène ou de menottes pour mettre fin à des conflits<sup>24</sup>. Des règles de cette nature, en plus d'imposer la projection d'un sujet standard, créent un modèle à appliquer dans le présent, stigmatisant et criminalisant ceux qui ne s'y adaptent pas.

Tout comme les différents groupes aux programmes réactionnaires se sont rassemblés, au moment où ils émergeaient dans l'espace public pour s'articuler et se renforcer mutuellement, les effets de leurs actions se sont également amalgamés, formant un bloc répressif. L'ESP gagne du terrain dans les échanges avec le ministère de l'Éducation pour le processus d'élaboration de la BNCC, sous le gouvernement Temer (Macedo, 2017, p. 514). Bien que la question anti-genre n'ait pas été initialement l'un des porte-drapeaux de l'ESP, le rapprochement avec les parlementaires conservateurs (et il convient ici de souligner que l'alliance entre les catholiques et les évangéliques conservateurs ne doit pas être oubliée<sup>25</sup>) s'est avéré stratégique. La troisième version de la BNCC approuvée en 2017, contrairement aux deux premières discutées publiquement, ne mentionnait pas le thème du respect de la diversité sexuelle et de genre. C'est ainsi que les méthodes de dénonciation

---

<sup>24</sup> L'article « DF : aucun policier militaire n'a été puni après des plaintes pour abus dans les écoles militarisées » compile certains de ces cas : <https://lc.cx/gYEhNu>. Consulté le 10 mars 2023.

<sup>25</sup> Junqueira (2018) et Pleyers (2020) sont quelques-uns des auteurs qui rappellent le rôle de l'Église catholique dans la lutte contre ladite « idéologie du genre » (un terme inventé par les catholiques impliqués dans cette action). Pleyers attire donc l'attention sur l'importance de ne pas attribuer de façon simpliste la responsabilité de la progression de la rhétorique conservatrice sur les questions liées aux droits des femmes et à la population LGBTQIA+. Plus que la dénomination religieuse, il s'agit d'identifier les groupes les plus conservateurs au sein de chacun d'eux.

encouragées par l'ESP apparaissent dans les épisodes anti-genre, comme celui décrit dans le rapport de la Campagne nationale pour le droit à l'éducation (2022) : un conseiller municipal répond à la plainte d'une mère qui a jugé inapproprié de traiter le sujet de la fierté LGBTQIA+, proposant de monter une scène dans l'école et de la filmer. Son conseil : « On va discuter et je vais tout filmer. Je veux qu'elle [*l'enseignante*] se sente acculée et qu'elle sache qu'à partir de maintenant il y aura quelqu'un pour la surveiller. » (Campagne, 2022, p. 11).

La gravité de ces revers est encore plus grande dans un pays où 84,1 % des décès dus aux violences policières concernent des personnes noires (FBSP, 2022)<sup>26</sup>, où un féminicide a lieu toutes les 7 heures (HCDH, 2021)<sup>27</sup> et qui occupe la première place dans le classement mondial des meurtres de personnes LGBTQIA+ (TGEU, 2021)<sup>28</sup>.

## 6. Considérations finales

L'émergence de groupes d'extrême droite au Brésil a eu un impact sur un domaine qui, depuis au moins trois décennies, est marqué par des conflits autour de projets antagonistes d'éducation publique. La politique néolibérale et son diagnostic de faillite de l'État dans les années 1990 ont réduits à néant les efforts alors nécessaires à la construction du secteur éducatif, lors du retour à un régime démocratique. La politique et le diagnostic néolibéraux ont donné lieu à diverses propositions en matière d'éducation, selon des visions du monde particulières et qui ont trouvé des conditions de développement différentes, dans des conjonctures historiques différentes. C'est pourquoi des propositions aussi disparates que la modernisation de l'éducation à partir de la société civile, la militarisation des écoles ou l'instruction dans la famille ont vu le jour au cours de cette décennie Les

---

<sup>26</sup> Fórum Brasileiro de Segurança Pública (FBSP - Forum Brésilien de Sécurité Publique). La violence contre les personnes noires au Brésil 2022 - Infographie. Disponible sur : <https://lc.cx/Md31bz>. Consulté le 10 mars 2023.

<sup>27</sup> Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCHR). Des experts de l'ONU appellent le nouveau gouvernement à lutter contre la violence à l'égard des femmes et des filles et à abroger la loi sur l'aliénation parentale. Disponible sur : <https://lc.cx/GpVCB9>. Consulté le 10 mars 2023.

<sup>28</sup> Transgender Europe (TGEU). Trans Murder Monitoring, 2021. Disponible sur : <https://transrespect.org/en/tmm-update-tdor-2021/>. Consulté le 10 mars 2023.

premières ont pris de l'importance en raison de l'utilisation qu'elles ont faite de l'héritage, récent à l'époque, de l'idéologie mouvementiste des années 1970 et 1980. Les deux autres sont restées secondaires jusqu'à ce qu'elles soient catapultées par le gouvernement Bolsonaro, alimentées par le discours réactionnaire croissant lié à la montée des groupes de droite. C'est dans ce contexte que le positionnement anti-genre s'est durci.

Face à cette urgence publique, les antagonistes ayant une présence reconnue et consolidée dans le domaine de l'éducation se sont positionnés de manières distinctes. Grosso modo, et sans négliger les ambiguïtés qui traversent ce terrain/domaine, les entités représentatives du secteur se sont organisées pour résister aux offensives conservatrices et préserver les rares avancées obtenues. Les institutions liées au secteur des entreprises, quant à elles, ont adopté une double position : publiquement, elles se montraient hostiles au discours plus ouvertement réactionnaire, cherchant à maintenir le progressisme affiché les années précédentes. Cependant, dans leurs accès privilégiés au pouvoir, elles acceptaient l'interlocution, poursuivant leurs projets. Cela n'a été possible que parce que, contrairement à ce qui s'est passé avec les entités du secteur éducatif, les organisations du secteur des entreprises avaient une conception de l'éducation qui n'était pas incompatible avec celle défendue par le gouvernement Bolsonaro. Les points de contact entre elles peuvent être mieux définis si on les comprend comme le miroir de deux idéaux de l'éducation : l'une en tant que fonction des besoins économiques productifs et l'autre en réponse aux objectifs de contrôle par la force.

Dans les deux cas, il s'agit d'une éducation instrumentalisée et limitante : l'éducation comme acquisition de compétences (comme le soulignent les critiques du socle commun (BNCC et du Nouveau lycée) et l'imposition de profils et de comportements standardisés (comme l'expliquent les quatre fronts développés par le gouvernement Bolsonaro). Avec différents niveaux de force – allant d'un simulacre de posture démocratique à une affirmation autoritaire pure et simple – tous deux tournent le dos au renouvellement des formes et des contenus de la production de connaissances provenant de mouvements, de communautés et

de territoires auparavant invisibles (Martins et Brito, 2022 ; Lopes *et al.*, 2022), soit en raison de la superposition de contenus qui servent à la reproduction du système économique, soit en raison du rejet de l'expansion des références, sous prétexte de protéger un seul savoir considéré comme vrai ou valide.

Tout au long de cette période, de nouveaux groupes et organisations ont rejoint les entités plus anciennes pour résister à l'avancée des idées antidémocratiques et d'exclusion de la droite, telles que Frente Nacional Escola sem Mordação (Front national école sans bâillon), l' Articulação contra o Ultraconservadorismo na Educação (articulation contre l'ultra-conservatisme dans l'éducation), le Movimento em Defesa do Ensino Médio (mouvement de défense du lycée), entre autres. En rassemblant groupes et organisations plus petits, ils ont agi dans la production et la diffusion d'informations et de connaissances, dans des batailles juridiques et dans la protection et l'orientation des personnes menacées. Il est vrai que la défaite de Bolsonaro aux élections de 2022 a représenté un changement important dans la configuration des conflits entre projets de société autoritaire et démocratique. Toutefois, il ne faut pas se faire d'illusions sur la résilience des groupes, idéologies et stratégies d'extrême droite qui ont surgi avec tant de vigueur et sont restés actifs ces dernières années. Les affinités entre la conception de l'éducation de ces groupes avec celles de ceux qui cherchaient à réformer le secteur pour en faire une simple reproduction sociale peuvent constituer un point d'attention dans l'ensemble des stratégies mises en œuvre dans les confrontations à venir.

### Références bibliographiques

- Bairros, L. (2002). Apresentação Dossiê III Conferência Mundial contra o Racismo, 2001. *Revista Estudos feministas*, 10 (1), 169-170.
- Benevides, A. de A. e Soares, R. (2020). Diferencial de desempenho de alunos das escolas militares: o caso das escolas públicas do Ceará. *Nova Economia*, 30 (1), 317-343. <http://dx.doi.org/10.1590/0103-6351/3929>

- Brasil (s/d). *A Futura Constituição do Brasil* - Cadeia nacional de rádio e televisão Palácio da Alvorada 26 de julho. Biblioteca da Presidência da República. Casa Civil.
- Brasil (2022). *Educação - Relatório do Grupo Técnico de Transição*. Brasília: Comissão de Transição Governamental. <https://lc.cx/0iDsM6>
- Campanha Nacional pelo Direito à Educação. (2022). *O extremismo de direita entre adolescentes e jovens no Brasil: ataques às escolas e alternativas para a ação governamental*. <https://acortar.link/VY22uM>
- Carreira, D. (2022). Tempo terríveis: memória e produção de resistências em educação, no governo Bolsonaro. Em D. Carreira e B. Lopes (Coords.), *Gênero e Educação: ofensivas reacionárias, resistências democráticas e anúncios pelo direito humano à educação* (pp. 14-36). Ação Educativa.
- Corrêa, S. (2018). A "política de gênero": um comentário genealógico. *Cadernos Pagu*, 58, 1-16. <https://doi.org/10.1590/18094449201800530001>
- Corrêa, S. e Kalil, I. (2020). *Políticas Antigênero en América Latina: Brasil – ¿La Catástrofe Perfecta?* Observatorio de Sexualidad y Política (SPW) / ABIA – Asociación Brasileña Interdisciplinar de SIDA. <https://sxpolitics.org/GPAL/uploads/Ebook-Brasil%2020200204.pdf>
- Cunha, M. P. (2020). O mercado financeiro chega à sala de aula: Educação Financeira como política pública no Brasil. *Educação & Sociedade*, 41, 1-14. <https://doi.org/10.1590/ES.218463>
- Cunha, M. P. e Ota, N. K. (2020). Regarder l'université, voir la société. Que peuvent craindre les universités publiques brésiliennes? *Sens Public*. <http://sens-public.org/articles/1473>
- Cunha, M. P., Georges, I. e Ota, N. K. (coords.). (2018). *Tempos do social e da política*. Ed. Alameda.
- Dardot, P. e Laval, C. (2016). *A nova razão do mundo. Ensaio sobre a sociedade neoliberal*. Boitempo.
- Dardot, P., Guéguen, H., Laval, C. e Sauvêtre, P. (2021). *A escolha da guerra civil: uma outra história do neoliberalismo*. Ed. Elefante.

- Fagnani, E. (2005). *Política Social no Brasil (1964 – 2002): entre a cidadania e a caridade* [Tese de Doutorado, Universidade Estadual de Campinas].
- Fernandes, R. C. (1994). *Privado, porém Público. O Terceiro Setor na América Latina*. Relume-Dumará.
- Freire, P. (1970). *Pedagogia do oprimido*. Paz e Terra.
- Freitas, L. C. de. (2018). *A reforma empresarial da educação: nova direita, velhas ideias*. Expressão Popular.
- Goulart, J. M. de O. (2022). *A militarização das escolas no estado de Goiás e os sentidos da desdemocratização do ensino público* [Tese de Doutorado, Universidade Federal do Rio de Janeiro].
- Jaime, P. (2005). O empresariado e a questão social: apontamentos para a interpretação de um novo associativismo empresarial no Brasil. *RAP*, 39 (4), 939-78.
- Junqueira, R. D. (2018). A invenção da "ideologia de gênero": a emergência de um cenário político-discursivo e a elaboração de uma retórica reacionária antigênero. *Psicologia política*, 18 (43), 449-502.
- Laval, C. (2003). *L'école n'est pas une entreprise: le néo-libéralisme à l'assaut de l'enseignement public*. Éditions La Découverte.
- Lima, R. T. de A. (2009). *A participação da sociedade civil organizada na formulação da política externa brasileira: as conferências sociais da ONU da década de 1990*. [Dissertação de Mestrado, Universidade de Brasília].
- Lopes, B., Carreira, D., Udemezue, L. e Matias, M. (2022). Reinventando as rodas: educação popular feminista com garotas como resistência e utopia. Em D. Carreira e B. Lopes (Coords.), *Gênero e Educação: ofensivas reacionárias, resistências democráticas e anúncios pelo direito humano à educação* (pp. 234-244). Ação Educativa.
- Macedo, E. (2017). As demandas conservadoras do movimento Escola sem Partido e a Base Nacional Curricular Comum. *Educação & Sociedade*, 38 (139), 2017, 507-524. <https://doi.org/10.1590/ES0101-73302017177445>

- Martins, E. M. (2019). *Empresariamento da educação básica na América Latina: redes empresariais prol educação*. [Tese de Doutorado, Universidade Estadual de Campinas].
- Martins, A. e Brito, B. (2022). Resistências ancestrais e populares em tempos de desgoverno. Em D. Carreira e B. Lopes (Coords.), *Gênero e Educação: ofensivas reacionárias, resistências democráticas e anúncios pelo direito humano à educação* (pp. 211-220). Ação Educativa.
- Maranhão, T. de A. (2018). *O Consenso das oportunidades – Banco mundial e PNUD no combate à pobreza*. Ed. Alameda.
- Magalhães, R. (2008). *O discurso do protagonismo juvenil*. São Paulo: Ed. Paulus.
- Magalhães, R. (2023). Notas sobre o "Currículo Paulista: etapa Ensino Médio". *Temas em educação*, 32 (1), 1-20.
- Moraes, C. S. V., Ferretti, C. J., Pino, I.R., Leher, R., Almeida, L. C., Ximenes, S. B., Dalbosco, C.A., Souza, S.M.Z.L., Zuin, A. A. S., Silveira, A. A. D., Almeida, A. M. F. de., Trevisan, A. R., Mazza, D., Lima, L. C. V. S., Amaral, N. C., Georgen, P., Rambla e X., Sisto, V. (2022). Reforma do ensino médio: a institucionalização do apartheid social na educação. *Educação & Sociedade*, 43, 1-8. <https://doi.org/10.1590/ES.261875>
- Moura, F. e Aquino, R. (2022). A articulação pelo homeschooling no Brasil: mais uma face da ofensiva antigênero. Em D. Carreira e B. Lopes (Coords.), *Gênero e Educação: ofensivas reacionárias, resistências democráticas e anúncios pelo direito humano à educação* (pp. 143-156). Ação Educativa.
- Pleyers, G. (2020). "A guerra dos deuses" no Brasil: da teologia da libertação à eleição de Bolsonaro. *Educação & sociedade*, 41, 2020, 1-17. <https://doi.org/10.1590/ES.233566>
- Rodrigues, J. P. R. e Hernandez, M. de C. (2020). O arco-íris atravessando frestas: a ascensão dos debates sobre direitos LGBT na ONU. *Revista Brasileira de Ciência Política*, 32, 207-48, 2020. <https://doi.org/10.1590/0103-335220203206>

- Santos, E. J. F. S. (2020). *Militarização das escolas públicas no Brasil: expansão, significados e tendências*. [Dissertação de Mestrado, Universidade Federal de Goiás].
- Santos, E. J. F. S. e Alves, M. F. (2022). Militarização da educação pública no Brasil em 2019: análise do cenário nacional. *Políticas públicas, avaliação e gestão. Cadernos de Pesquisa*, 52, 1-18. <https://doi.org/10.1590/198053149144>
- Santos, C. de A. (2021). "Sentido, descansar, em forma": escola-quartel e a formação para a barbárie. *Educação & Sociedade*, 42,1-19. <https://doi.org/10.1590/ES.244370>
- Tarlau, R. e Moeller, K. (2020). O consenso por filantropia. Como uma fundação privada estabeleceu a BNCC no Brasil. *Currículo sem Fronteiras*, 20 (2), 553-603.
- Tommasi, L. de, Warde, M. J. e Haddad, S. (Coords.) (1996). *O Banco Mundial e as políticas educacionais*. Cortez, PUC-SP, Ação Educativa.
- VV.AA. (2018). *Manual de Defesa contra a censura nas escolas*. <https://www.manualdedefesadasescolas.org.br/>

**Date de réception : 3 février 2025**

**Date d'acceptation : 28 février 2025**



**Revista Educación, Política y Sociedad (ISSN 2445-4109)** está distribuida bajo una [Licencia Creative Commons Atribución-NoComercial 4.0 Internacional](https://creativecommons.org/licenses/by-nc/4.0/)